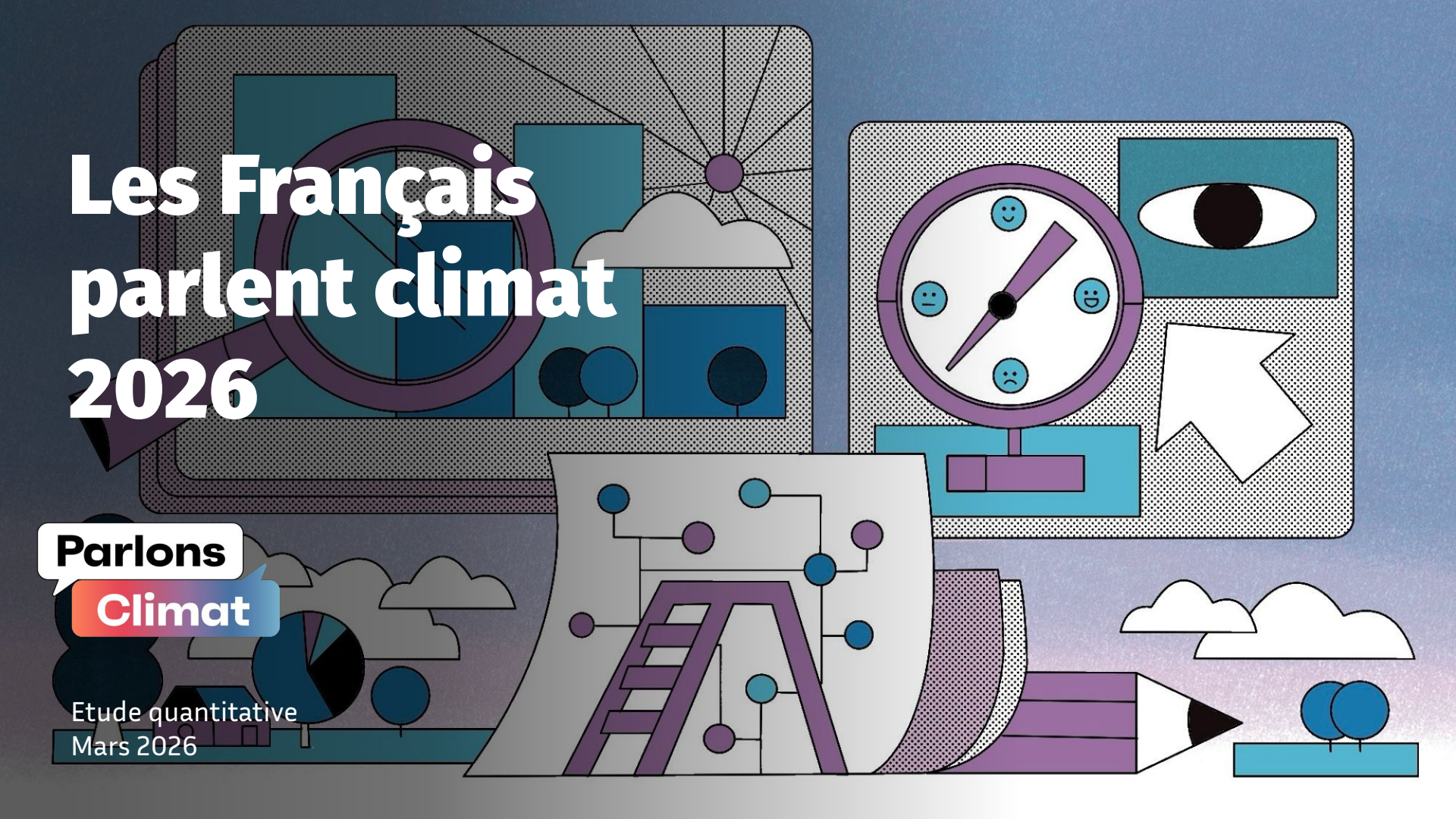


Les Français parlent climat 2026



Parlons
Climat

Etude quantitative
Mars 2026

Sommaire

#1

Contexte socio-économique ; rapport au politique et à l'État ; aspirations

p5

#2

Rapport à l'écologie et aux politiques publiques

p19

#3

Enjeux informationnels et communicationnels liés à l'écologie

p33

#4 SYNTHÈSE - Ce qu'il faut retenir de cette étude

2026, un contexte difficile ; une transition en voie de normalisation ; la santé comme pierre angulaire de la transition ; l'autonomie comme horizon désirable. **Des opportunités pour renouveler les discours et la perception de la transition écologique.**

p40

Méthodologie

Une étude quantitative réalisée en direct avec le panéliste

- **Echantillon** : 5013 répondants
- **Quotas** : Échantillon marginalement redressé sur la base des quotas *genre X âge, CSP, région, type de territoire (densité)*.
- **Date de terrain** : 15 jours, du 5 au 20 décembre 2025
- **Contexte/actualité** : vote budget, mobilisations agricoles, négociations pour l'Ukraine.
- **Prestataire** : Nous travaillons ici en direct avec le panéliste Bilendi
- **Analyse statistique** : “conjoint experiment” menée en externe par deux docteurs, en science politique (Malo Jan) et en économie (Romain Ferrali).

Grille de lecture et parti-pris

Nous avons réalisé des zooms détaillés sur certains segments de la population sur certaines questions, lorsque cela était pertinent pour l'analyse.

- **La grille de lecture politique** s'appuie sur deux indicateurs : soit le parti politique préféré déclaré des répondants, soit le vote déclaré aux législatives 2024 (NFP : 1047 répondants - 21% / Ensemble : 668 répondants - 13% / LR : 408 répondants - 8% / RN : 1404 répondants - 28%)

- **La priorisation environnementale**

priorisent l'environnement

ne priorisent pas l'environnement

permet de comparer les individus qui mettent le climat et l'environnement dans leur top 3 des priorités pour le pays (24% de la population) et ceux qui ne priorisent pas ces enjeux (76%).



Parlons Climat est une association spécialisée dans l'analyse de l'opinion publique sur les enjeux environnementaux et climatiques.

Depuis 2022, elle oeuvre à étudier et documenter le rapport complexe qu'entretiennent les Français avec la transition écologique et à mettre en lumière les ressorts de la mobilisation, comme des crispations. Ses travaux visent principalement à nourrir et éclairer les stratégies des acteurs de la transition.

> [Parlonsclimat.org](https://parlonsclimat.org)

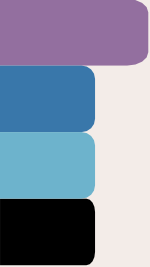
Avec le soutien, précieux, de :



Equipe projet

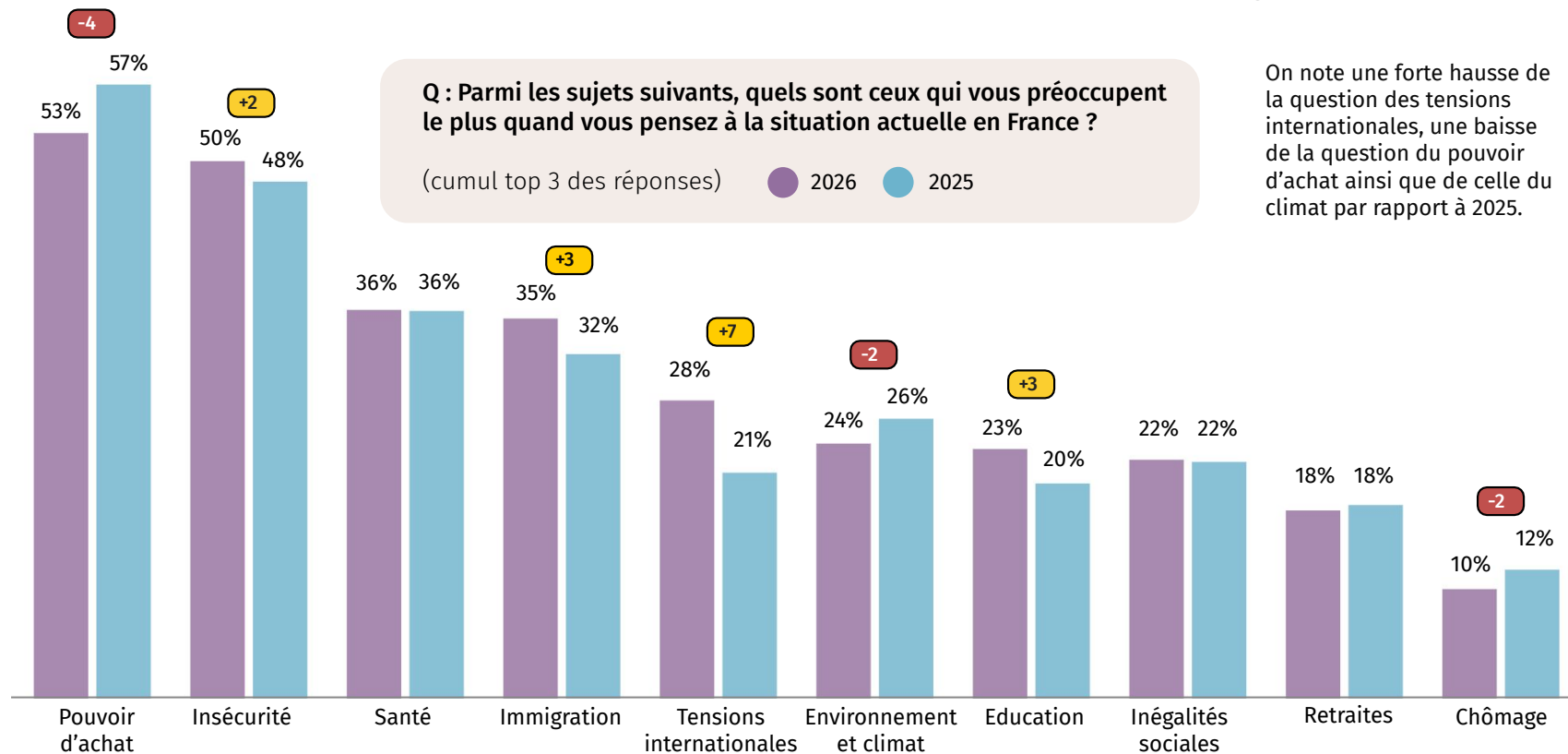
Ont participé à ce baromètre :

- **Lucas Francou Damesin** :
pilotage du dispositif ; analyse
- **Amélie Deloffre** :
analyse ; production du livrable final
- **Romain Ferrali** :
copilote analyse statistique "conjoint experiment"
- **Malo Jan** :
copilote analyse statistique "conjoint experiment"
- **Pierre-Marie Bagot** :
renfort graphique
- **Killian Pelletier** :
illustration en couverture



#1 Contexte socio-économique ;
rapport au politique et à l'État ;
aspirations et préoccupations

Des priorités en mouvement. Le pouvoir d'achat et l'insécurité, toujours en tête des préoccupations des Français



Société idéale : sécurité, local et autonomie en tête de liste

(Propositions de société idéale les plus soutenues dans “L’Observatoire des perspectives utopiques des Français”, ADEME X ObSoCo 2022)

Part de Français qui souhaiteraient fortement vivre dans une société comme celles proposées : (cumul notes 8 à 10 sur une échelle de 0 à 10).

54%

Une part importante de ce qui est consommé est **produite localement** par de **petites entreprises**

47%

Les standards de vie évoluent vers moins de consommation d’objets, vers **moins de quantité** mais **plus de qualité**

34%

Les activités domestiques (cuisine, bricolage, jardinage, réparation, entretien...) prennent une **part importante du temps disponible**

51%

La recherche et l’innovation sont **encouragées par l’Etat** pour **assurer l’autonomie de la France** sur les technologies clé de demain

42%

Le gouvernement adopte des mesures visant à permettre au **maximum de foyers** d’être **propriétaires de leur logement**

59%

Le gouvernement adopte des lois qui **alourdissent les peines** à l’encontre des **délinquants**

40%

La protection du patrimoine naturel et culturel national **est** une **des premières priorités** de l’Etat

35%

Les consommateurs sont **incités à acheter** de manière privilégiée **des produits français** en **taxant fortement les importations**

31%

L’intervention de l’Etat se concentre sur les fonctions régaliennes pour laisser le **maximum de liberté** aux **initiatives individuelles**

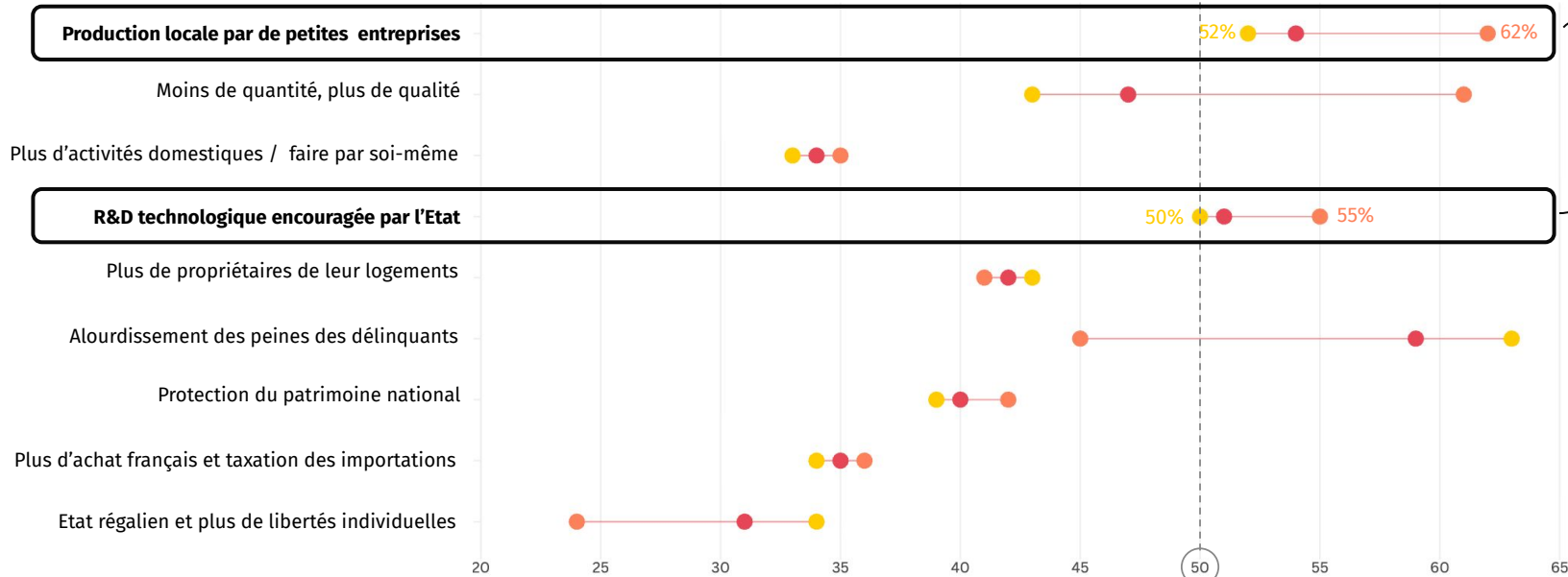
Société idéale : l'aspect sécuritaire prédomine ; la recherche d'autonomie pour le pays rassemble

Part de Français qui souhaiteraient fortement vivre dans une société comme celle-ci :

● Total population ● Priorisent l'environnement (24%) ● Ne priorisent pas l'environnement (76%)

Majoritaire

Fortement souhaité par plus de la moitié des Français, qu'ils priorisent ou non l'environnement

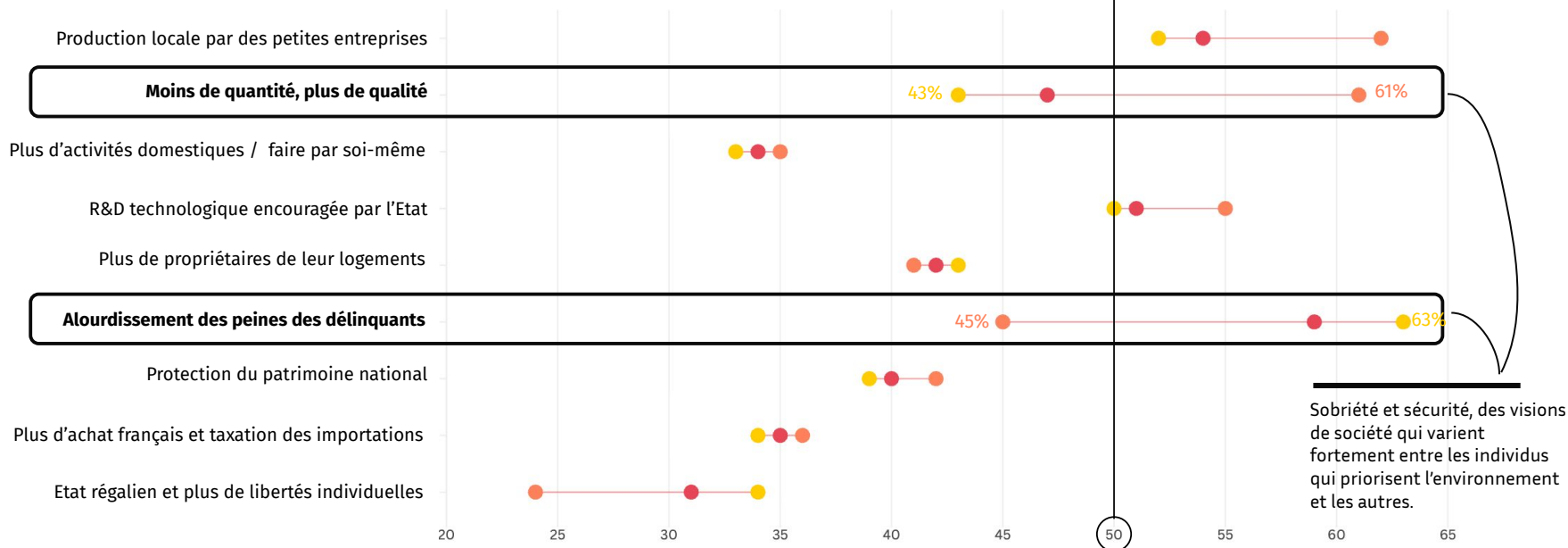


Société idéale : l'aspect sécuritaire prédomine ; la recherche d'autonomie pour le pays rassemble

Part de Français qui souhaiteraient fortement vivre dans une société comme celle-ci :

● Total population ● Priorisent l'environnement (24%) ● Ne priorisent pas l'environnement (76%)

Majoritaire



Fiertés 1/2

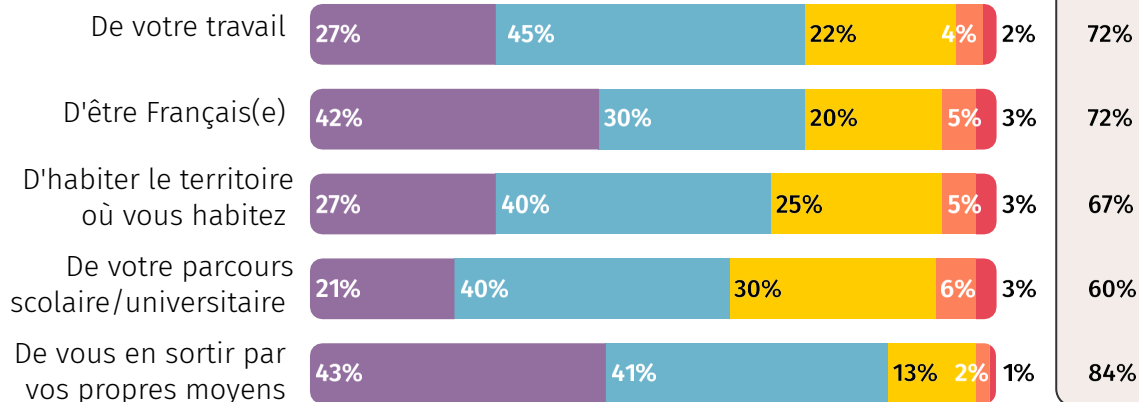
S'en sortir par ses propres moyens, première source de fierté des Français

Les Français valorisent en premier lieu leur capacité à s'en sortir par leurs propres moyens (84% en sont fiers), leur nationalité (72%) et le travail qu'ils exercent (72% des actifs).

Graphique 1

Q : À quel point êtes-vous fier :

- J'en suis très fier(e)
- J'en suis assez fier(e)
- Ni fier(e) ni pas fier(e)
- J'en suis assez peu fier(e)
- Je n'en suis pas fier(e) du tout



Fiertés 2/2

La nationalité, socle commun de fierté des électeurs Ensemble, LR et RN

Le détail par électorats politiques indique des différences importantes, avec des électeurs NFP moins fiers de ces signes d'appartenance ou de réussite. Seul le parcours scolaire les rapproche du reste de la population.

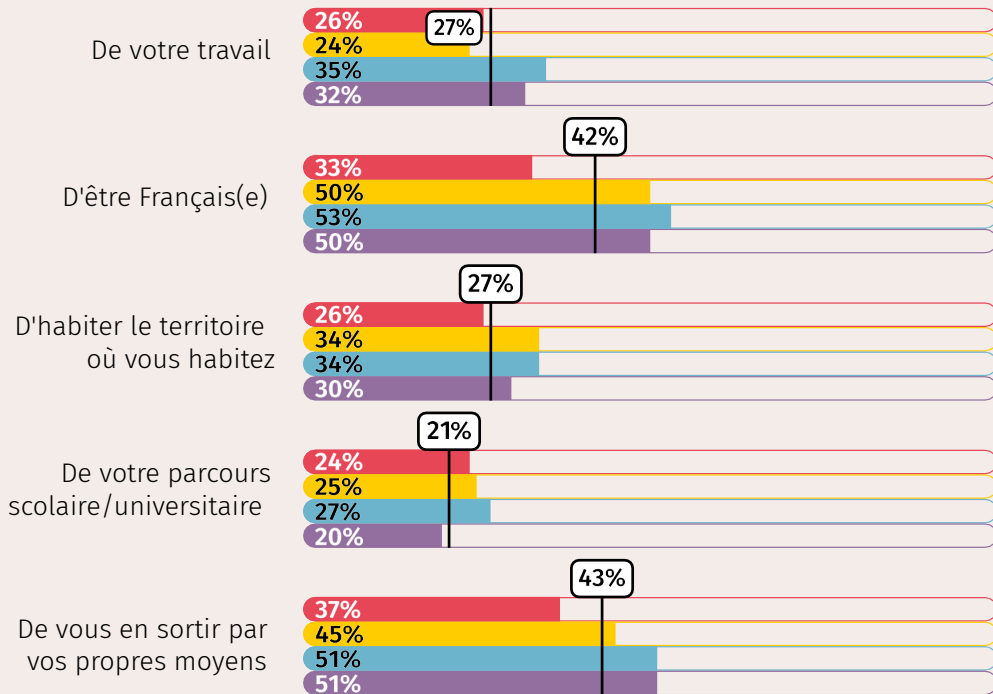
La nationalité rassemble les électorats Ensemble, LR et RN avec un électeur sur deux qui se déclare « très fier » d'être Français, contre un tiers dans l'électorat NFP.

On note cependant un désaveu marqué côté RN puisque 5% des électeurs déclarent ne pas être fiers d'être Français contre 1% chez LR, 0,5% Ensemble et 2% NFP.

Graphique 2

Réponses « très fier » par électorat :

● NFP ● Ensemble ● LR ● RN ○ Moyenne globale



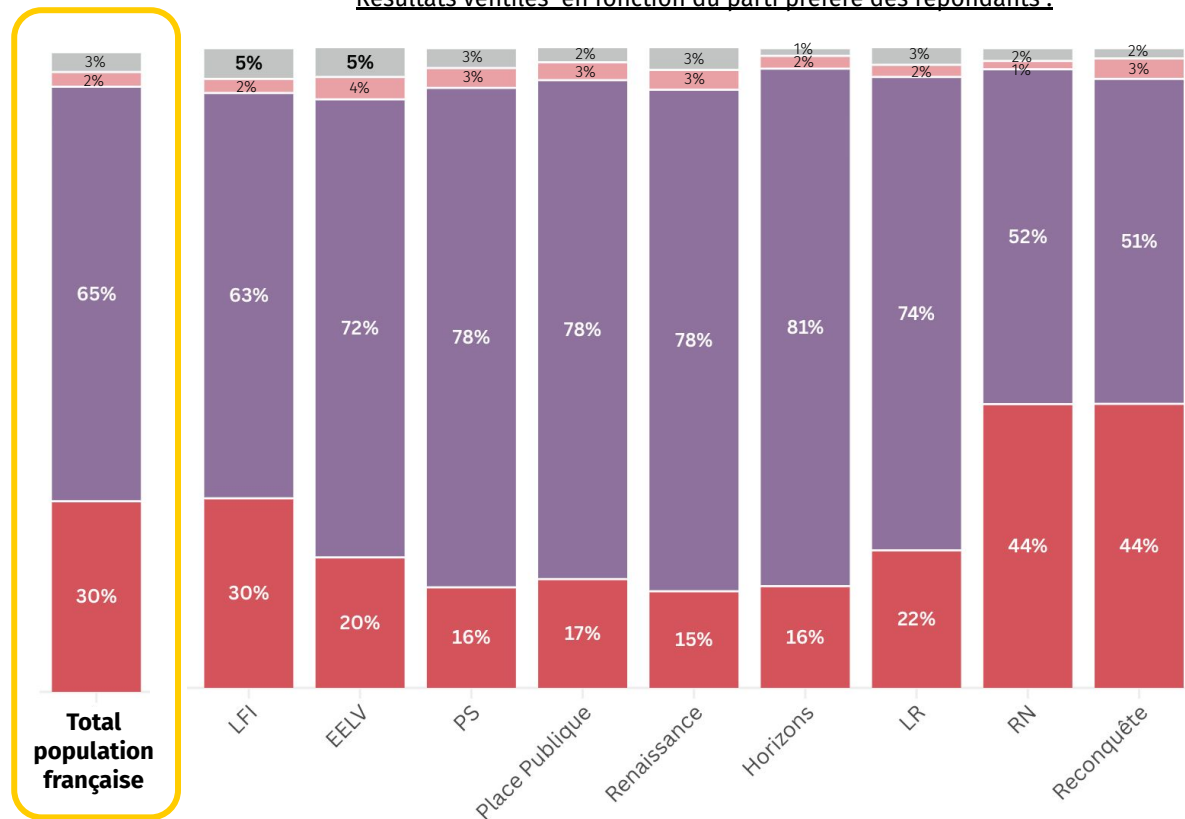
Une soif de réforme plus que de radicalité

Q : Quand vous pensez à la société française telle qu'elle existe aujourd'hui, avec laquelle des opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ?

- ☐ Il faut radicalement changer la société française
- ☒ Il faut réformer la société française sur certains points tout en conservant l'essentiel
- ☐ Il faut conserver la société française en l'état
- ☐ Je ne sais pas

Dans un contexte où la société semble fragile et où la satisfaction de sa propre vie est élevé, **l'appel à la réforme plus qu'à un changement radical domine largement**, hormis pour les électeurs d'extrême-droite.

Résultats ventilés en fonction du parti préféré des répondants :



Une perception dominante d'une trop grande intervention de l'État

Q : En France, en matière économique et sociale, pensez-vous que :

● Il y a ce qu'il faut d'intervention de l'État

● Il y a trop d'intervention de l'État

● Il n'y a pas assez d'intervention de l'État

● Je ne sais pas



En matière économique et sociale, l'appel à plus d'intervention de l'État est très minoritaire. À l'inverse, l'idée selon laquelle l'État interviendrait trop est dominante.

Ici aussi, les électeurs NFP se détachent du reste de la population avec une forte demande de plus d'interventions de l'Etat.

NFP



Ensemble



LR



RN



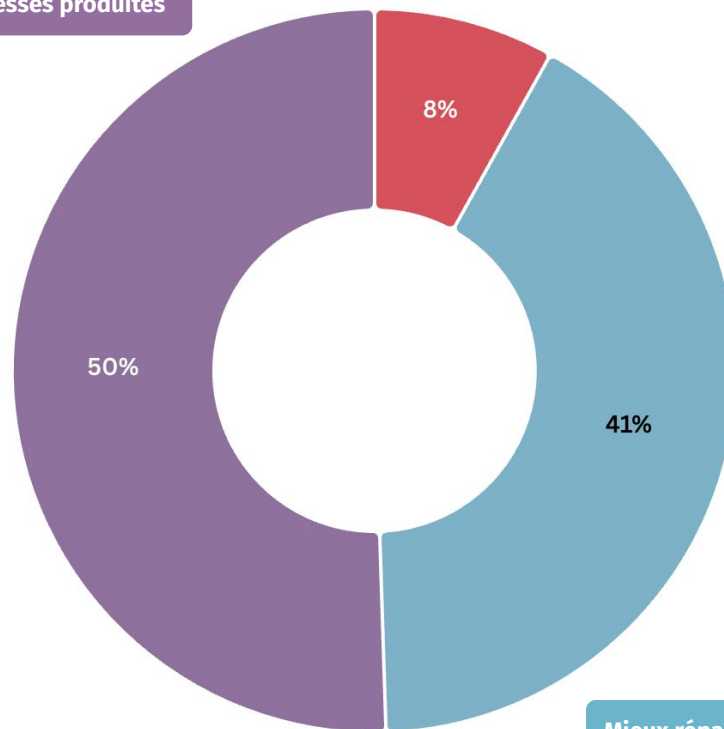
L'idée que l'État interviendrait trop est plus forte dans les campagnes et chez les personnes plus politisées.

Vision de la richesse 1/2 : **une population française scindée en deux**

Augmenter les richesses produites

Q : Aujourd'hui, pour améliorer votre situation économique, pensez-vous qu'il faut avant tout :

- Augmenter les richesses produites au niveau national, en travaillant ensemble, pour qu'elles profitent ensuite à chacun
- Mieux répartir les richesses existantes, en vous assurant d'en obtenir une part plus juste.
- Je ne sais pas

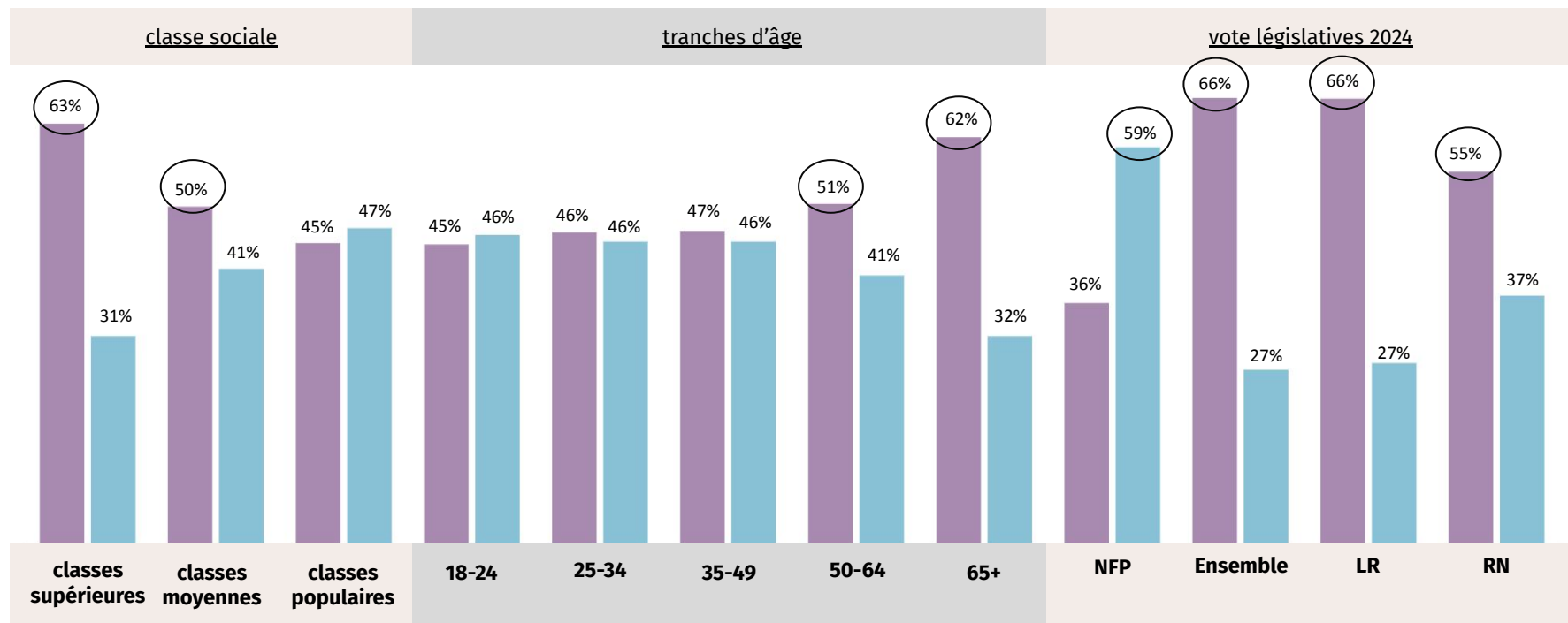


Mieux répartir les richesses

Vision de la richesse 2/2 : une affaire de politique, de classe et d'âge

Augmenter les richesses produites

Mieux répartir les richesses



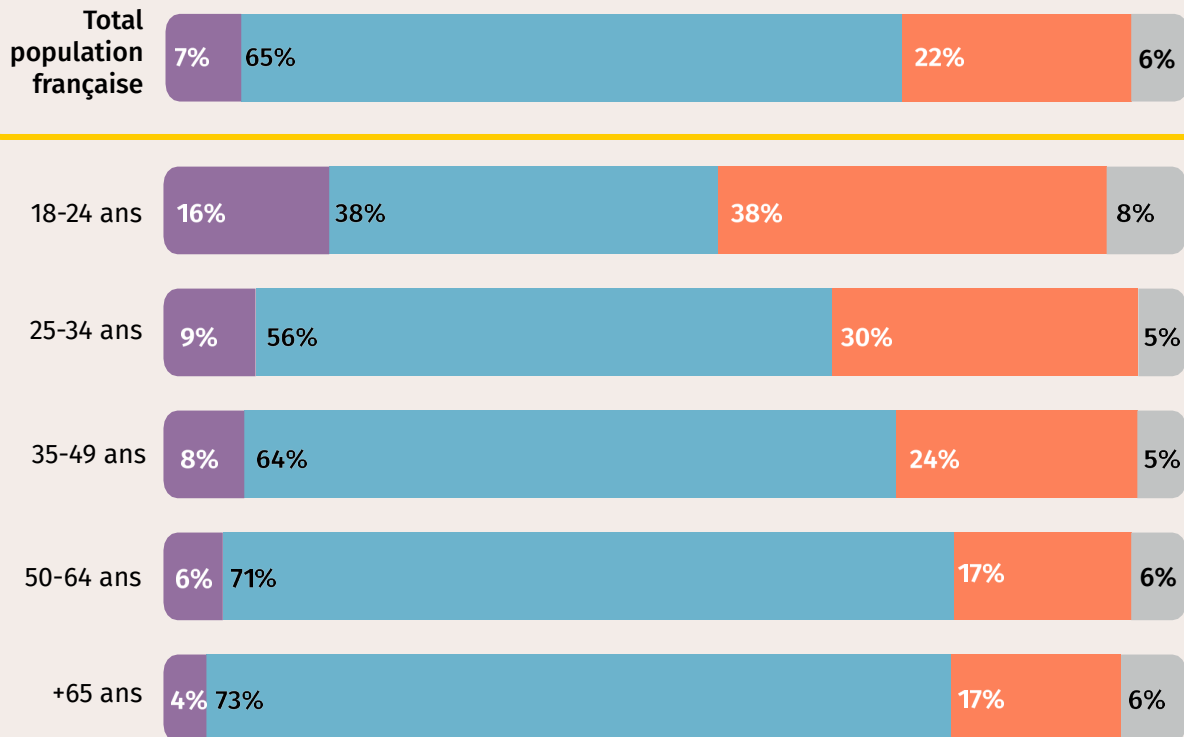
Rapport aux aides : elles sont surtout pour les autres, notamment chez les personnes âgées

Quand l'État met en place de nouvelles aides ou dispositifs de soutien, deux tiers des répondants disent qu'ils bénéficient le plus souvent aux autres.

Cette réponse est surreprésentée chez les électeurs de droite ainsi que chez les classes moyennes. On note un effet d'âge particulièrement important.

Q : Quand l'Etat met en place de nouvelles aides ou dispositifs de soutien, avez-vous le sentiment que :

- Ils profitent le plus souvent à des gens comme vous
- Ils profitent le plus souvent aux autres
- Ils profitent parfois à des gens comme vous, parfois aux autres
- Je ne sais pas



Justice sociale :

une définition univoque centrée sur le travail et le mérite, sauf à gauche

La perception majoritaire de la justice sociale est largement liée au mérite. C'est uniquement dans les électorats du NFP que cette définition n'est pas la plus importante.

Dans ces électorats, on note une polysémie de la justice sociale, qui cumule en fait les trois définitions, alors que la hiérarchie est beaucoup plus claire pour le reste du champ politique.

Q : Pour qu'une société soit juste, est-il important pour vous que :
(notes 8 à 10, c'est absolument essentiel) :



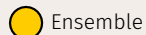
NFP



LR



Total

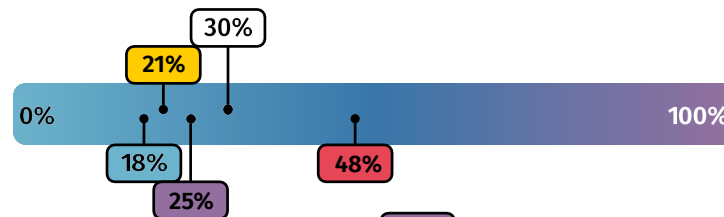


Ensemble

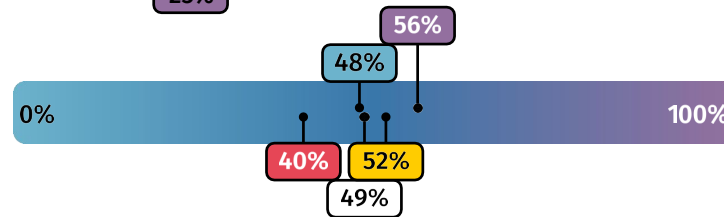


RN

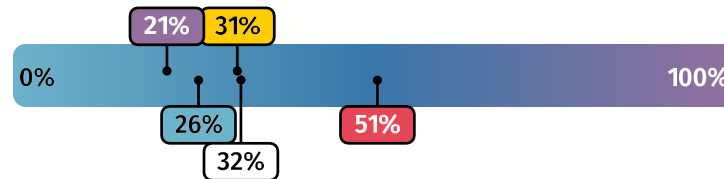
Les revenus et la richesse soient répartis de manière égale entre tous



Les personnes qui travaillent le plus gagnent plus que les autres



La société prend soin des personnes pauvres et dans le besoin, indépendamment de ce qu'elles donnent en retour à la société



Les rapports de force politique dominés par la négative

Nous avons testé la possibilité pour les répondants de voter pour 15 candidatures potentielles à l'élection présidentielle, en leur demandant de noter de 0 à 10 la probabilité de voter pour chacune.

En moyenne, les candidats testés ont :

Notes de 0 à 2  60%

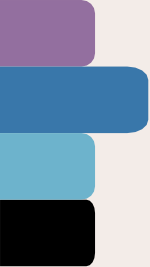
Notes de 8 à 10  10%

Ne se prononce pas  11%

Cela illustre la prégnance de la politisation par la négative.

Q : Pour chaque candidat ci-après, quelles sont les chances que vous votiez pour lui si l'élection présidentielle avait lieu dans les mois qui viennent ?

	Soutien (8 à 10)	NSP (0 à 2)	Rejet (0 à 2)
Jean-Luc Mélenchon	7%	3%	76%
François Ruffin	5%	19%	51%
Marine Tondelier	4%	22%	55%
Fabien Roussel	3%	17%	53%
Olivier Faure	3%	21%	49%
Raphaël Glucksmann	6%	18%	48%
Gabriel Attal	5%	6%	50%
Edouard Philippe	7%	7%	47%
Xavier Bertrand	4%	15%	48%
Nicolas Dupond-Aignan	5%	12%	59%
Bruno Retailleau	7%	14%	47%
Jean Lassalle	4%	10%	61%
Jordan Bardella	32%	3%	45%
Marine Le Pen	31%	2%	47%
Eric Zemmour	9%	3%	71%



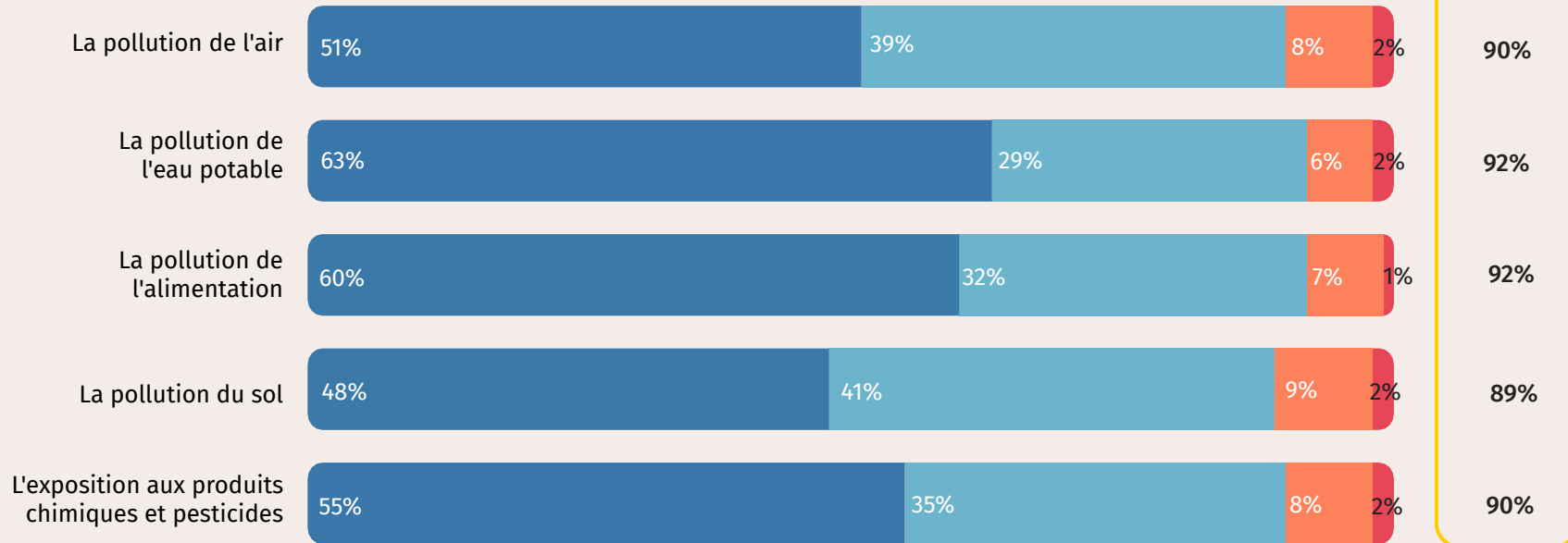
#2 Rapport à l'écologie et aux politiques publiques

Pollution 1/2 : Un Français sur deux se dit très inquiet ; en particulier en matière d'eau potable et d'alimentation

Q : Dans quelle mesure les pollutions suivantes vous inquiètent pour vous ou vos proches ?

Beaucoup
Peu

Pas trop
Pas du tout

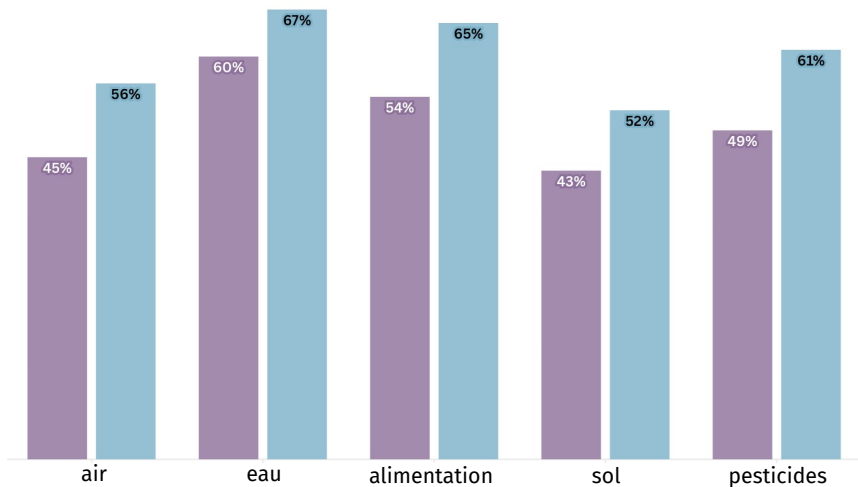


Pollution 2/2 : Un niveau d'inquiétude qui varie en fonction du genre et de l'âge

Globalement, les femmes sont plus inquiètes que les hommes ; et les plus de 65 ans davantage que les moins de 25 ans.

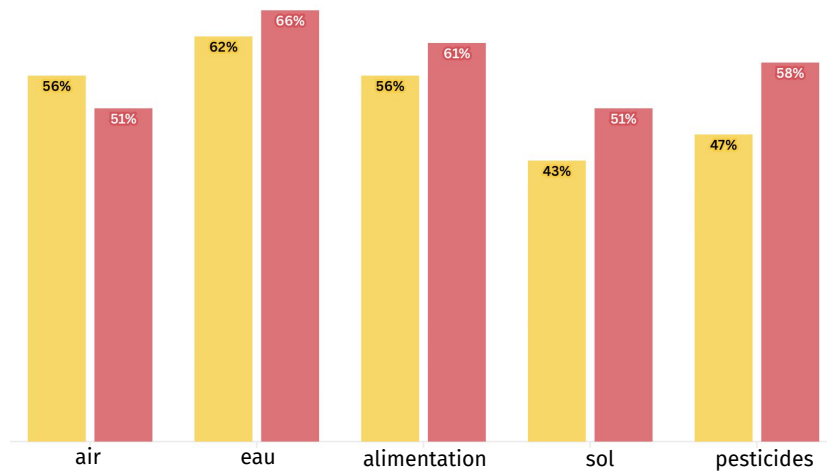
Ventilation "très inquiet" par genre

● hommes ● femmes



Ventilation "très inquiet" par âge

● 18-24 ans ● +65 ans

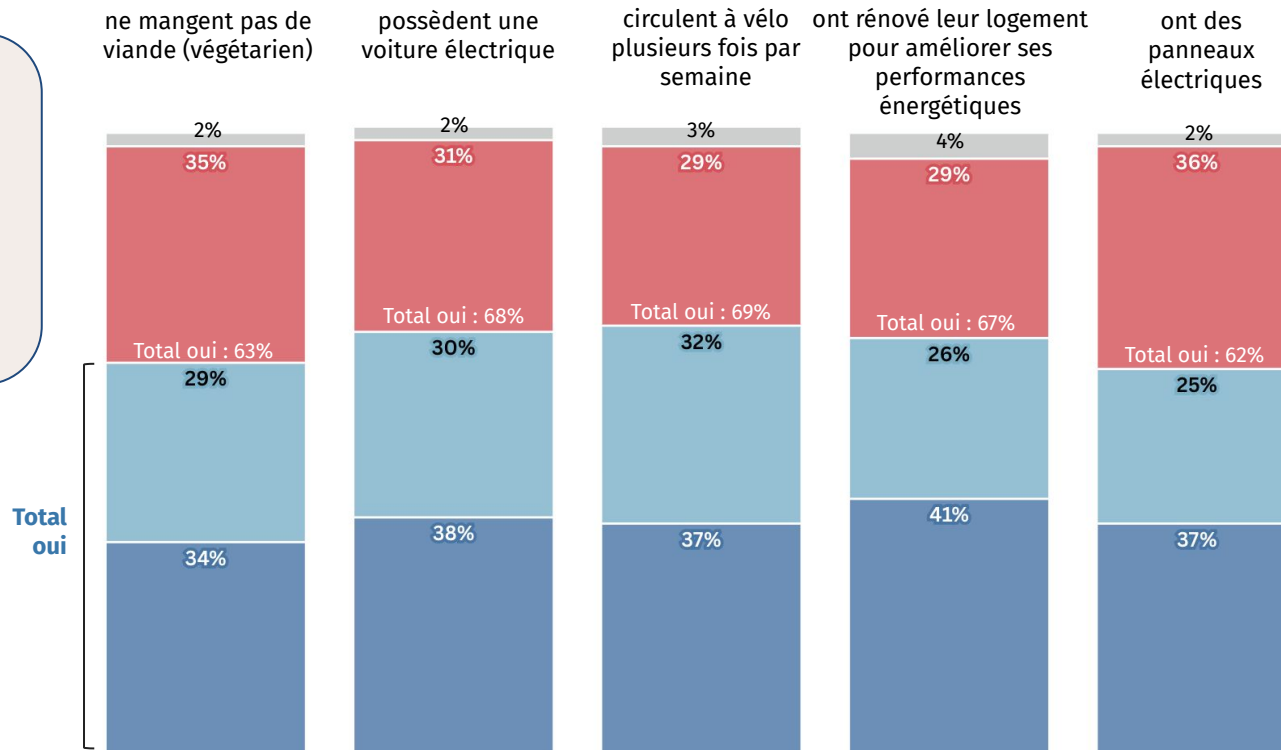


La majorité des Français connaissent et/ou côtoient des citoyens ayant des pratiques écologiques

Q : Connaissez-vous des personnes qui...

- Oui, dans mon entourage proche
- Oui, parmi mes connaissances
- Non
- Je ne sais pas

Signe que les pratiques et usages écologiques se démocratisent et se répandent dans la société, **plus de 6 Français sur 10 disent connaître au moins une personne les pratiquants** (végétarisme, voiture électrique, mobilité vélo, panneaux solaires, rénovation énergétique).



Vision des enjeux écologiques 1/2 : **la protection de la nature rassemble**

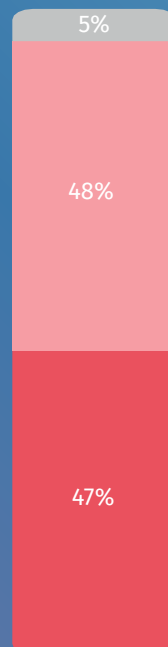
Q : pour chacun des sujets suivants, à quel point il vous semble être un enjeu important sur une échelle de 1 à 10 ?

- Forte importance (8-10)
- Importance moyenne (3-7)
- Faible importance (0-2)

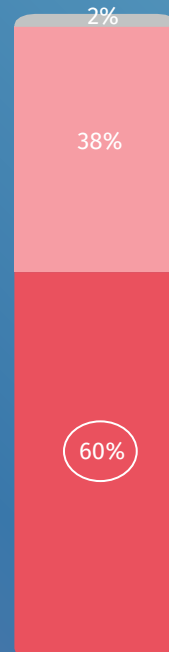
Réduction des émissions de CO2, changement de modèle ou protection de l'environnement, ces trois facettes de la transition écologique semblent être bien connues de la population puisqu'au minimum 4 Français sur 10 les jugent très importantes.

La protection de l'environnement est la proposition qui rassemble le plus de Français. À noter que les catégories sociales supérieures et populaires jugent cet enjeu très important au même niveau (60%).

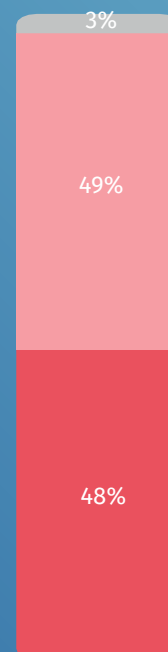
Réduire les émissions de carbone pour lutter contre le changement climatique



Protéger la nature et l'environnement pour préserver les ressources et notre cadre de vie



Transformer notre modèle économique et social pour le rendre plus durable



Vision des enjeux écologiques 1/2 : **la protection de la nature rassemble**

La question de la réduction des émissions de CO2 est davantage l'apanage des citoyens sensibles à l'enjeu climatique avec un delta de +39 pts par rapport aux individus qui ne le priorisent pas.

Une problématique surreprésentée chez les CSP+ (51% vs. 46% chez les CSP-) et chez les urbains (49% vs. 44% chez les ruraux).

On notera que l'importance accordée à la protection de l'environnement est élevée, et majoritaire, y compris chez les individus qui ne priorisent pas l'environnement.

Ventilation "forte importance" selon que l'on priorise ou non l'environnement :

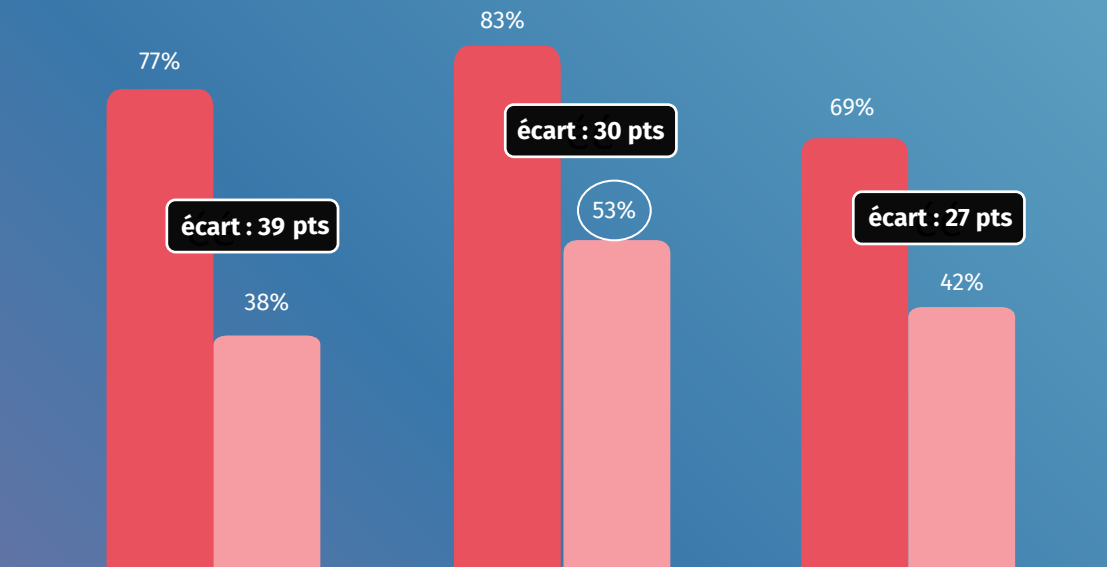
priorisent l'environnement

ne priorisent pas l'environnement

Réduire les émissions de carbone pour lutter contre le changement climatique

Protéger la nature et l'environnement pour préserver les ressources et notre cadre de vie

Transformer notre modèle économique et social pour le rendre plus durable



Ruraux ou urbains, des comportements et pratiques écologiques qui diffèrent

On retrouve davantage de pratiques sobres, pas nécessairement codées comme écologiques, chez les publics ruraux, notamment via l'autoproduction (potager, poules, couper son bois) et le faire par soi-même (réparation).

Alors que on note chez les urbains davantage de renoncement à certaines pratiques polluantes (viande, avion) et de mobilisations (manifestation, don aux organisations, boycott).

Q : Quelle(s) activité(s) avez-vous faites au cours des 12 derniers mois ?

 Écart notable en faveur des :

	Total Pop	Urbains	Ruraux
Trier la plupart de ses déchets pour le recyclage	87%	84%	90%
Diminuer sa consommation de viande	48%	52%	43%
Limiter son utilisation des transports en avion	40%	43%	41%
Boycotter un produit ou une marque en raison de son impact écologique	30%	34%	24%
Donner de l'argent à une association ou une organisation écologiste	12%	14%	10%
Manifester pour l'environnement	5%	6%	3%
Produire des fruits et/ou des légumes, avoir un potager	36%	23%	54%
Produire des œufs, avoir des poules	13%	8%	24%
Faire des conserves ou des confitures	43%	36%	55%
Réparer vous-même de l'électroménager	36%	34%	37%
Aider une personne de votre entourage à réaliser des travaux ou des réparations sur son logement	32%	31%	34%

Une baisse des postures d'opposition, mais un impact notable sur le soutien aux politiques publiques



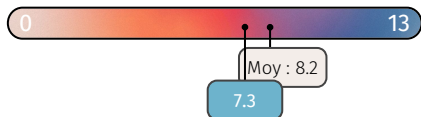
Le techno-solutionniste

25%

Des Français,
contre 25% en
2025

Le techno-solutionniste pense qu'il n'est pas utile de changer nos modes de vie et notre modèle économique car **les avancées technologiques permettront de résoudre les problèmes environnementaux.**

Politiques publiques, index* de soutien



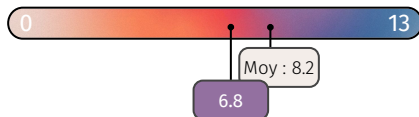
Le libertarien

30%

Des Français,
contre 35% en
2025

Le libertarien croit qu'il faut **préserver avant tout les libertés individuelles, plutôt qu'avoir des règles collectives destinées à limiter la dégradation de l'environnement.**

Politiques publiques, index* de soutien



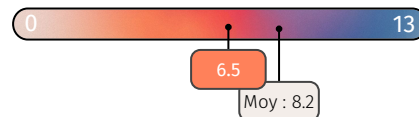
Le climato-sceptique

27%

Des Français,
contre 31% en
2022

Le climato-sceptique ne reconnaît pas le caractère anthropique du changement climatique : il considère que ce dernier a toujours existé, qu'il n'existe pas, ou il ne se prononce pas.

Politiques publiques, index* de soutien



*Pour chacune des treize politiques publiques testées, nous avons comptabilisé comme soutien les réponses "assez souhaitable" ou "très souhaitable" qu'elle soit mise en place. Ainsi, sur les 13 politiques publiques testées, en moyenne chaque répondant en trouve 8.2 assez souhaitable ou très souhaitable.

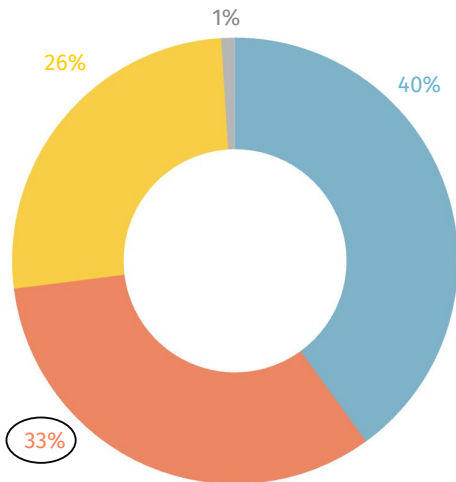
Les associations de solidarité et de protection de l'environnement suscitent plus de sympathie que celles pour l'écologie

Q : De manière générale, avez-vous de la sympathie ou non pour les associations suivantes ?

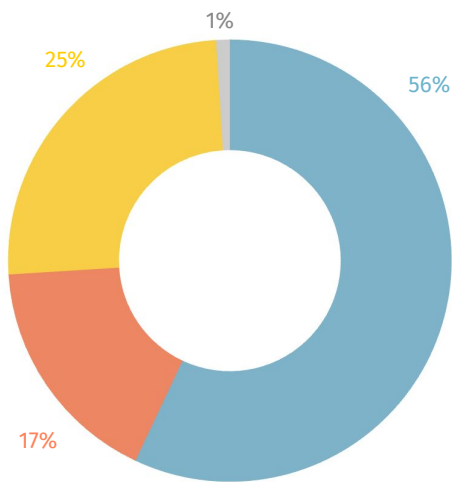
● Sympathie ● Non sympathie ● Ni l'un ni l'autre ● NSP

À noter que Le niveau de sympathie pour les associations écologistes est particulièrement clivé politiquement (74% NFP, contre 21% RN).

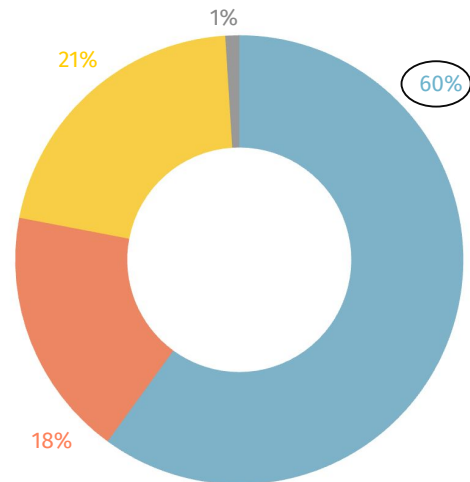
Les associations et collectifs écologistes



Les associations et collectifs de protection de nature et de l'environnement



Les associations et collectifs de solidarité



Près de la moitié de la population estime que les responsables politiques n'en font pas assez pour l'écologie. Un avis sous-estimé par les citoyens

Lorsque l'on demande aux citoyens si selon eux les responsables politiques en font trop ou pas assez pour protéger l'environnement et le climat, 46% optent pour le pas assez (8-10), et **seulement 8% estiment qu'ils en font trop (0-2)**.

Dans le détail, **les électeurs de gauche et les moins de 35 ans sont davantage en attente** et demande d'actions de la part des politiques.

Q : Pensez-vous que les responsables politiques en font déjà trop (0) ou devraient en faire plus (10) pour protéger l'environnement et lutter contre le changement climatique ?

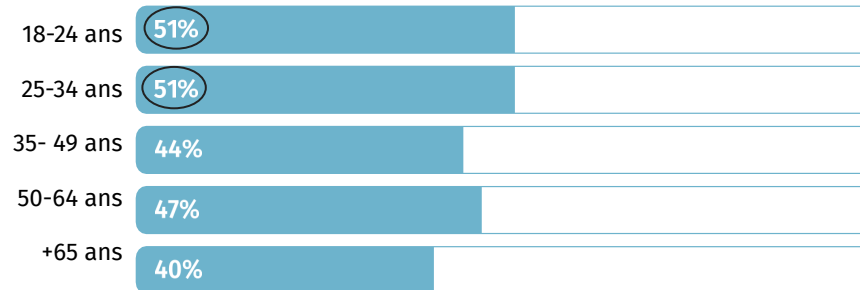
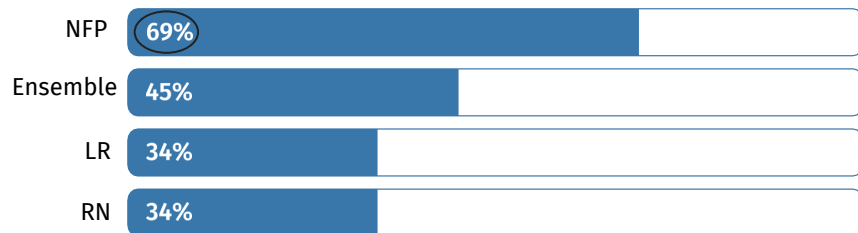
Réponses « en font trop » (0-2)

8%

Réponses « devraient en faire plus » (8-10)

46%

Cet avis est sous-évalué par les citoyens car seuls 34% estiment que les Français jugent que les responsables politiques n'en font pas assez (contre 46% en réalité).



Un Français sur quatre estime que son parti préféré ne prend pas assez en compte le climat

Quelque soit le parti politique, 20% à 35% de l'électorat juge que celui-ci n'en fait pas assez.

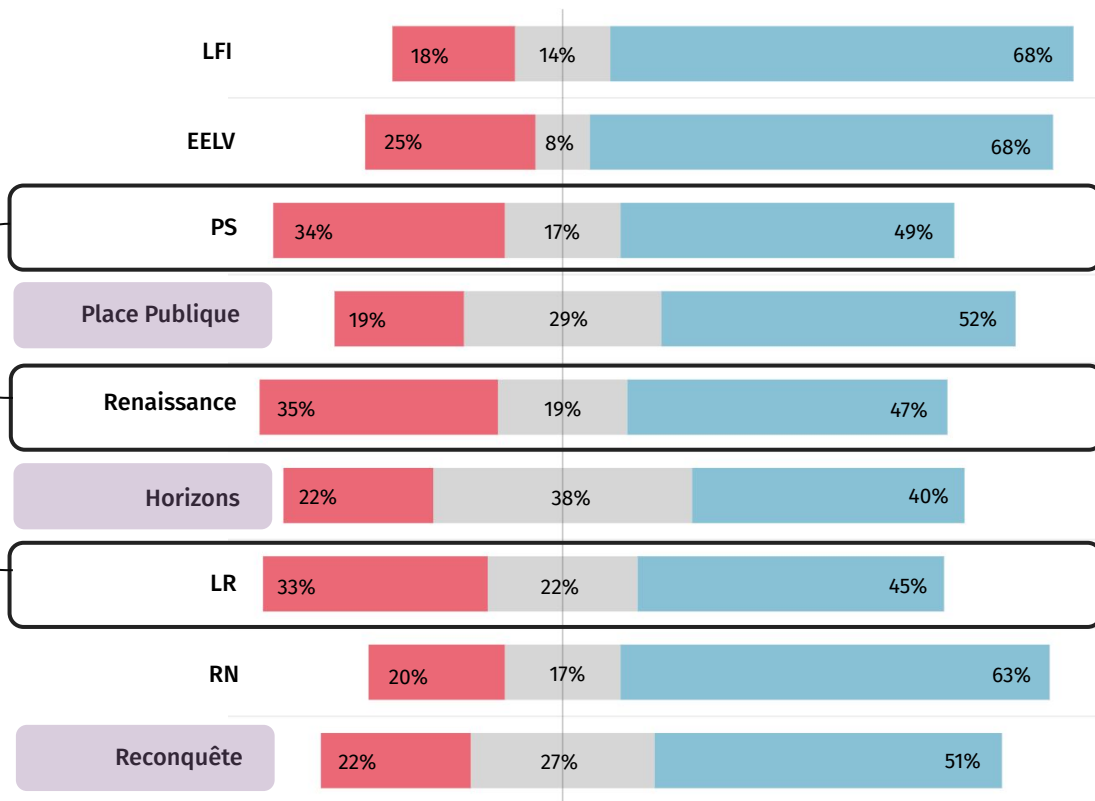
On peut distinguer deux sous-groupes :

Trois partis pour lesquels les partisans déclarent plus fortement que leur parti n'en font pas assez en matière d'environnement : LR, RS, Renaissance

Trois partis plus "récents" pour lesquels une part élevée de personnes, dont c'est le parti préféré, ne savent pas si celui-ci parle assez ou pas de climat et d'environnement : Horizons, Place Publique, Reconquête.

Q : Pensez-vous que (*condition : parti préféré*) prend suffisamment en compte les enjeux de climat et d'environnement dans ses discours et ses propositions ?

Oui Non Je ne sais pas



Politiques publiques 1/3

Majoritairement soutenues par la population, malgré une baisse notable de ce soutien

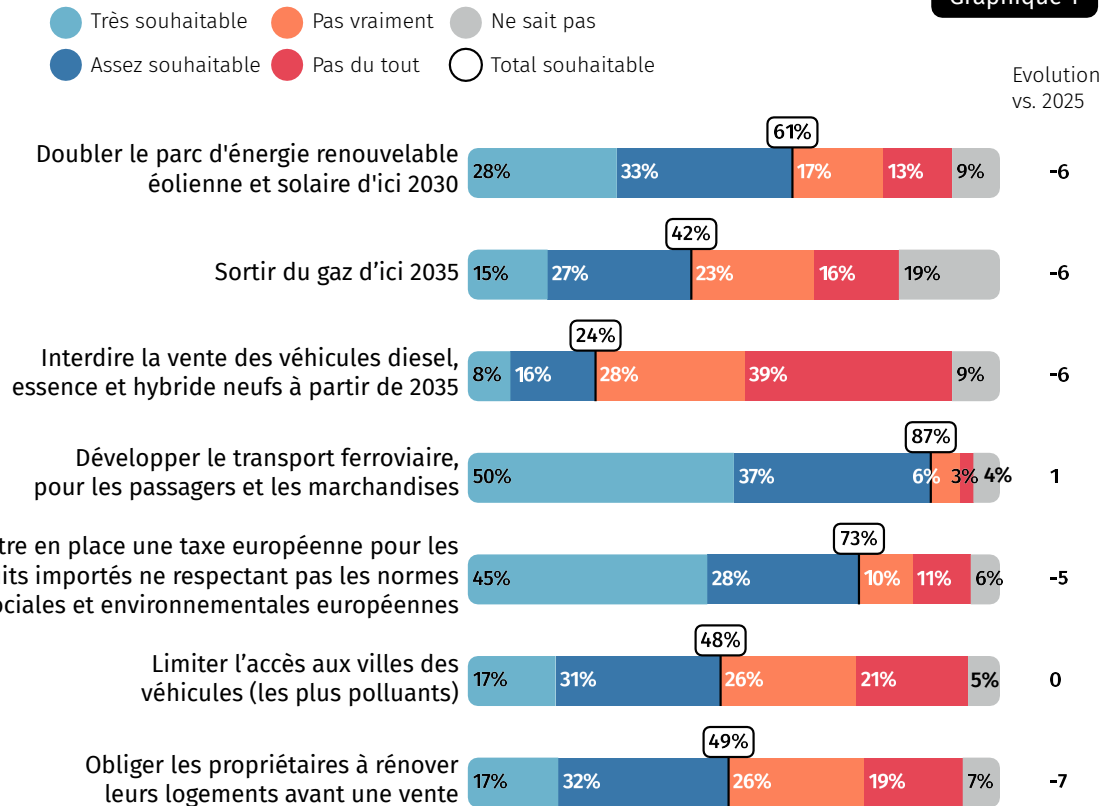
8 politiques publiques sur 13 font
l'objet d'un soutien majoritaire au sein
de la population.

Indice* moyen de soutien aux
politiques publiques :

Moy 2026 : 8.25

Moy 2025 : 8.8

Graphique 1



*Pour chacune des treize politiques publiques testées, nous avons comptabilisé comme soutien les réponses "assez souhaitable" ou "très souhaitable" qu'elle soit mise en place.

Politiques publiques 2/3

Majoritairement soutenues par la population, malgré une baisse notable de ce soutien

8 politiques publiques sur 13 font
l'objet d'un soutien majoritaire au sein
de la population.

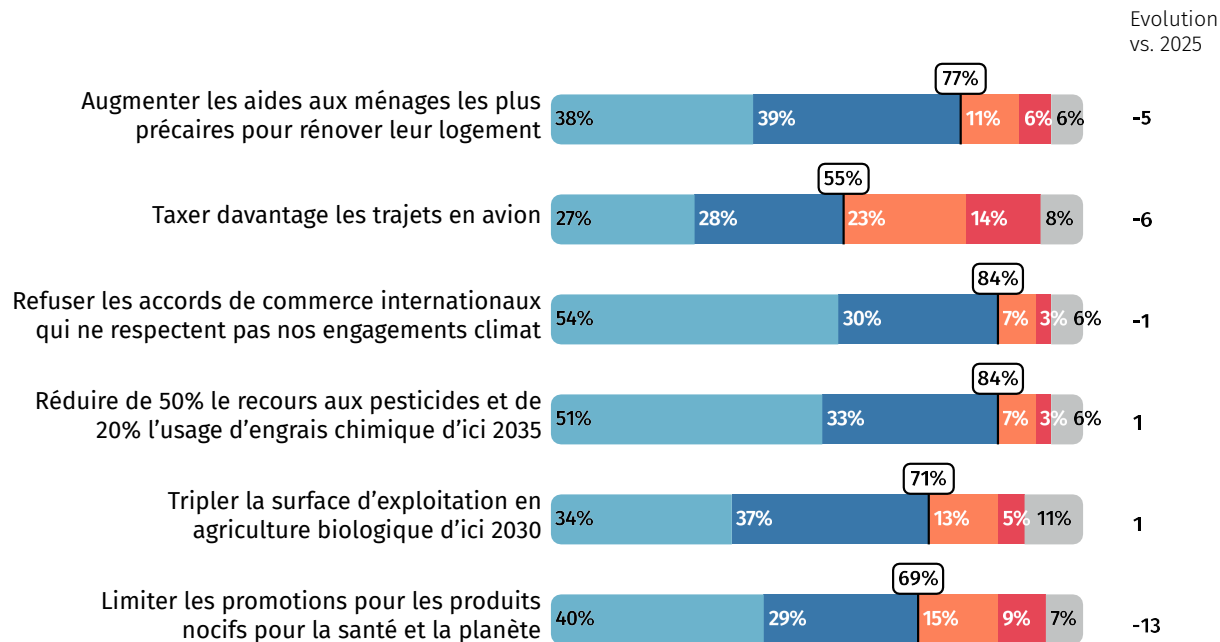
Indice* moyen de soutien aux
politiques publiques :

Moy 2026 : 8.25

Moy 2025 : 8.8

Graphique 2

● Très souhaitable ● Pas vraiment ● Ne sait pas
● Assez souhaitable ● Pas du tout ○ Total souhaitable



*Pour chacune des treize politiques publiques testées, nous avons comptabilisé comme soutien les réponses "assez souhaitable" ou "très souhaitable" qu'elle soit mise en place.

Politiques publiques

3/3

Graphique 3

Soutien par parti

	NFP	Ensemble	LR	RN
Doubler le parc d'énergie renouvelable éolienne et solaire d'ici 2030	78%	73%	53%	46%
Sortir du gaz d'ici 2035	51%	50%	39%	34%
Interdire la vente des véhicules diesel, essence et hybride neufs à partir de 2035	35%	35%	21%	16%
Développer le transport ferroviaire, pour les passagers et les marchandises	93%	90%	90%	83%
Mettre en place une taxe européenne pour les produits importés ne respectant pas les normes sociales et environnementales européennes	82%	84%	87%	65%
Limiter l'accès aux villes des véhicules (les plus polluants)	61%	57%	48%	33%
Obliger les propriétaires à rénover leurs logements avant une vente	57%	52%	47%	40%
Augmenter les aides aux ménages les plus précaires pour rénover leur logement	91%	76%	71%	67%
Taxer davantage les trajets en avion	69%	57%	51%	47%
Refuser les accords de commerce internationaux qui ne respectent pas nos engagements climat	90%	86%	87%	82%
Réduire de 50% le recours aux pesticides et de 20% l'usage d'engrais chimique d'ici 2035	93%	86%	82%	76%
Tripler la surface d'exploitation en agriculture biologique d'ici 2030	83%	72%	69%	62%
Limiter les promotions pour les produits nocifs pour la santé et la planète	79%	75%	70%	57%



#3 Enjeux informationnels et communicationnels liés à l'écologie

Des Français mieux informés des actions à leur portée que de celles qui incombent aux responsables politiques

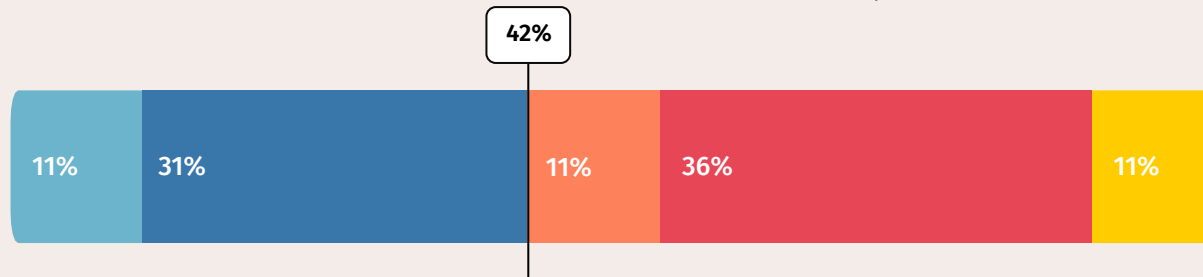
Q : Je me sens assez informé sur...

- Tout à fait d'accord
- Plutôt pas d'accord
- Je ne sais pas
- Plutôt d'accord
- Pas du tout d'accord
- Total d'accord

ce que je peux faire
pour agir efficacement en faveur de
l'environnement et du climat



ce que les responsables politiques
peuvent faire pour agir efficacement en
faveur de l'environnement et du climat



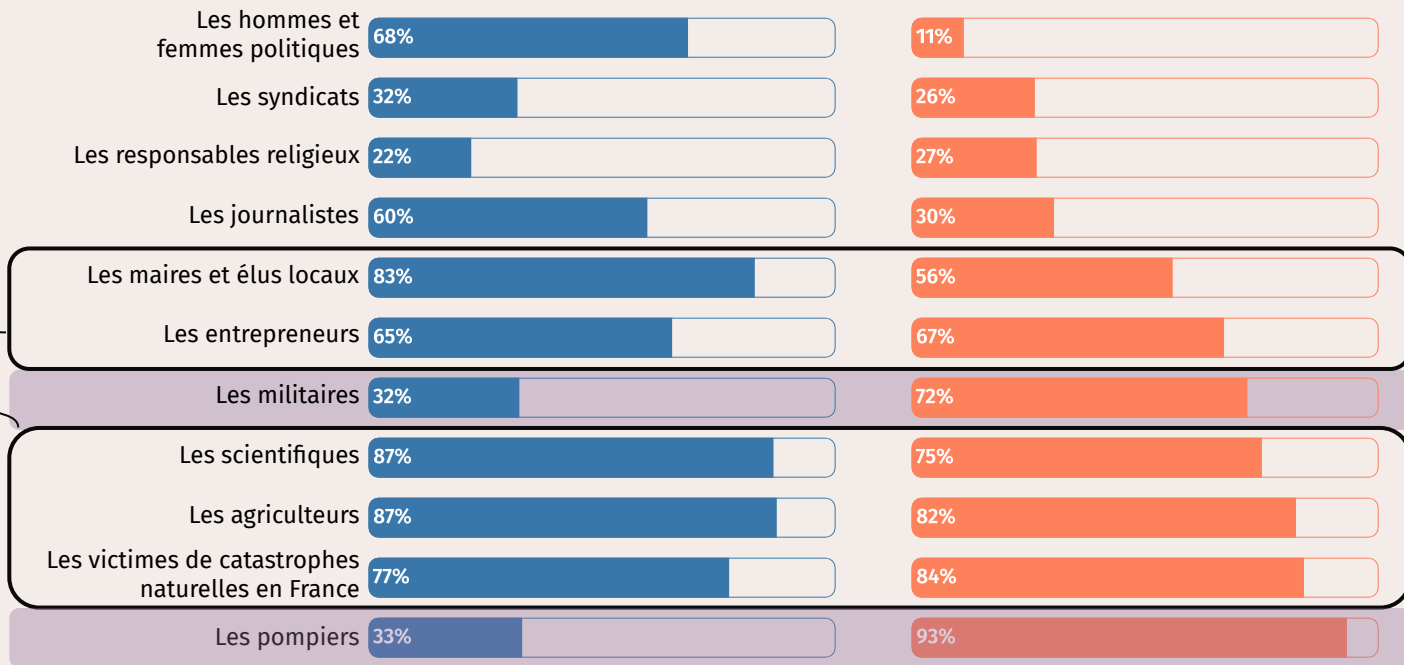
Des émetteurs plus ou moins attendus pour parler climat

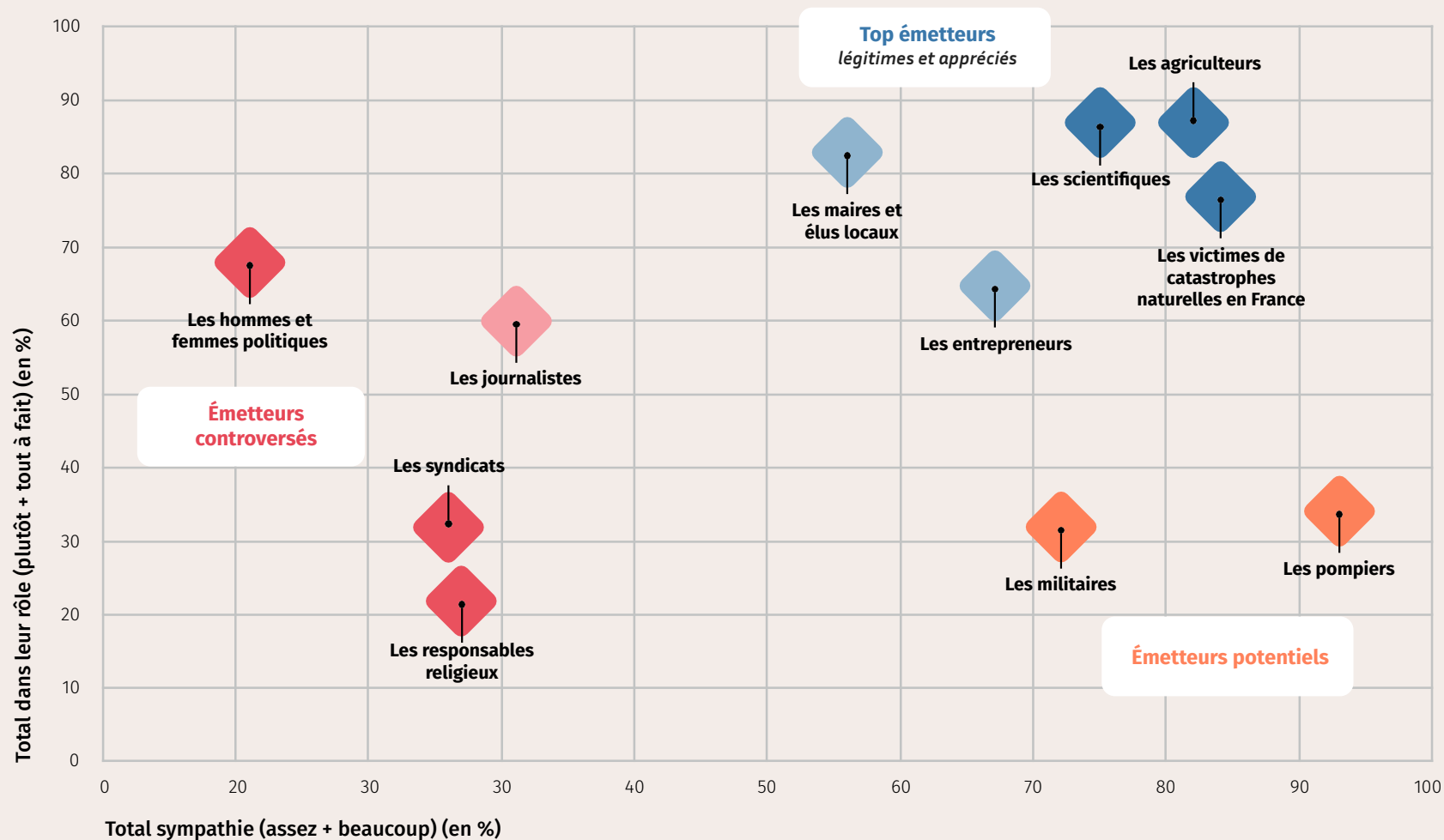
Les entrepreneurs, les élus locaux, les scientifiques, les agriculteurs et les victimes de catastrophes naturelles sont tout à la fois perçus comme dans leur rôle pour parler de changement climatique tout en ayant un bon niveau de sympathie.

Deux catégories d'émetteurs à forte sympathie ne sont pas vus comme dans leur rôle quand ils parlent de climat et d'environnement : les pompiers et les militaires. Certainement du fait d'être peu entendus à date sur le sujet.

Q : Selon vous, les acteurs suivants sont-ils dans leur rôle ou non lorsqu'ils parlent de lutter contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement ?

Q : De manière générale, avez-vous de la sympathie ou non pour les acteurs suivants ?





Les mots désignant la transition écologique ne sont pas les plus connotés positivement

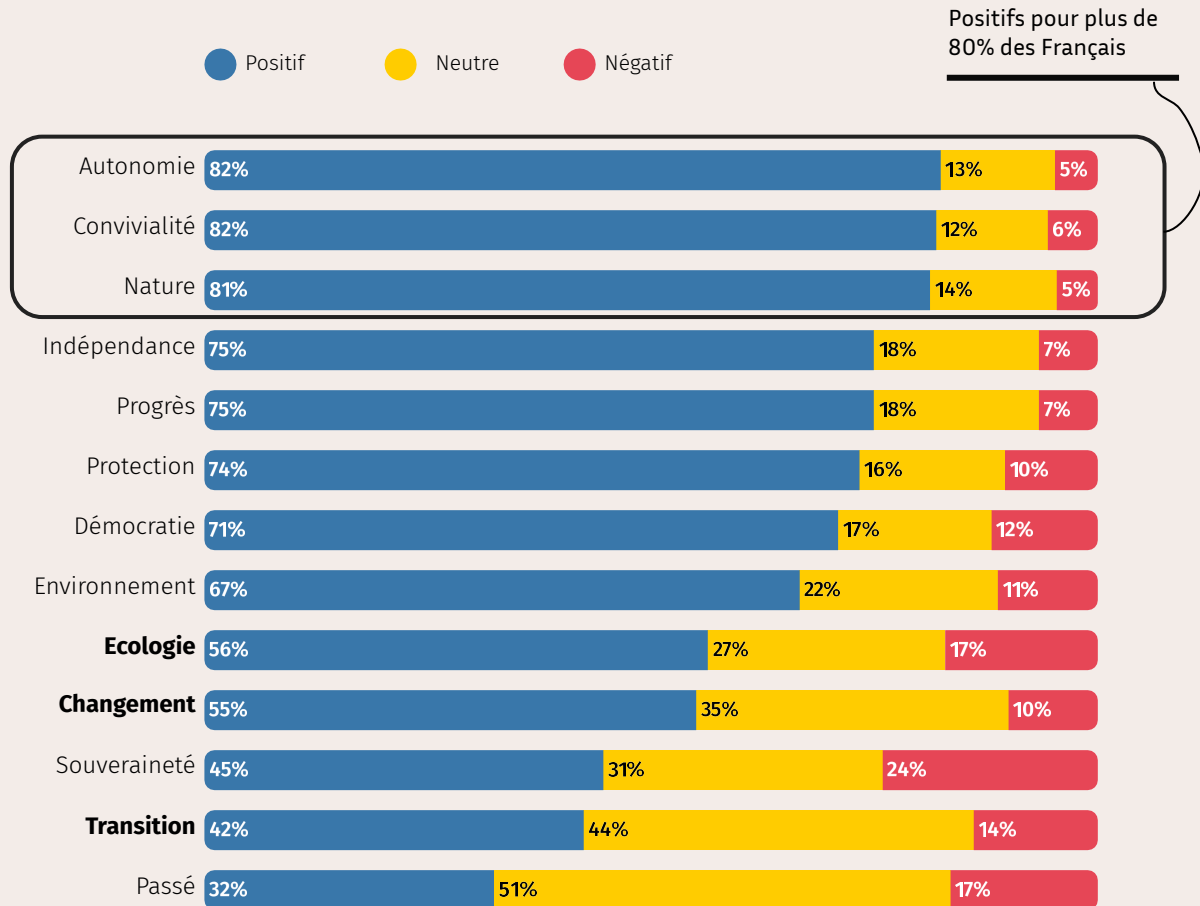
Nous avons testé la connotation positive/négative de 13 termes.

En moyenne, les 13 termes testés sont perçus comme positifs pour 65% des personnes interrogées.

Les mots d'autonomie, convivialité, nature, indépendance, progrès, protection, démocratie sont connotés positivement pour plus de 70% des répondants, et plus de 60% dans tous les électorats.

Les mots transition, changement et écologie figurent dans la partie basse du classement.

L'écologie fait partie des 3 termes les plus connotés négativement (par 17% des Français) **même si cela reste faible**, comme le passé et surtout la souveraineté (24%).



Des narratifs de co-bénéfices qui fonctionnent

Nous avons testés 8 narratifs faisant le lien entre la transition écologique et des co-bénéfices au sens large.

○ 4 ont déjà été entendus par plus de la moitié de la population

Le lien avec **la santé** est celui qui performe le mieux, étant tout à la fois très répandu et très soutenu. A contrario le **lien social** et la **destruction d'emplois** sont peu prégnants (un tiers des Français "ne savent pas").

→ Protéger notre santé

(reach : 76% ; adhésion nette : 75%)

Protéger l'environnement, c'est aussi protéger notre santé : pollution, pesticides ou qualité de l'air ont des effets directs sur nos vies.

→ Lien social

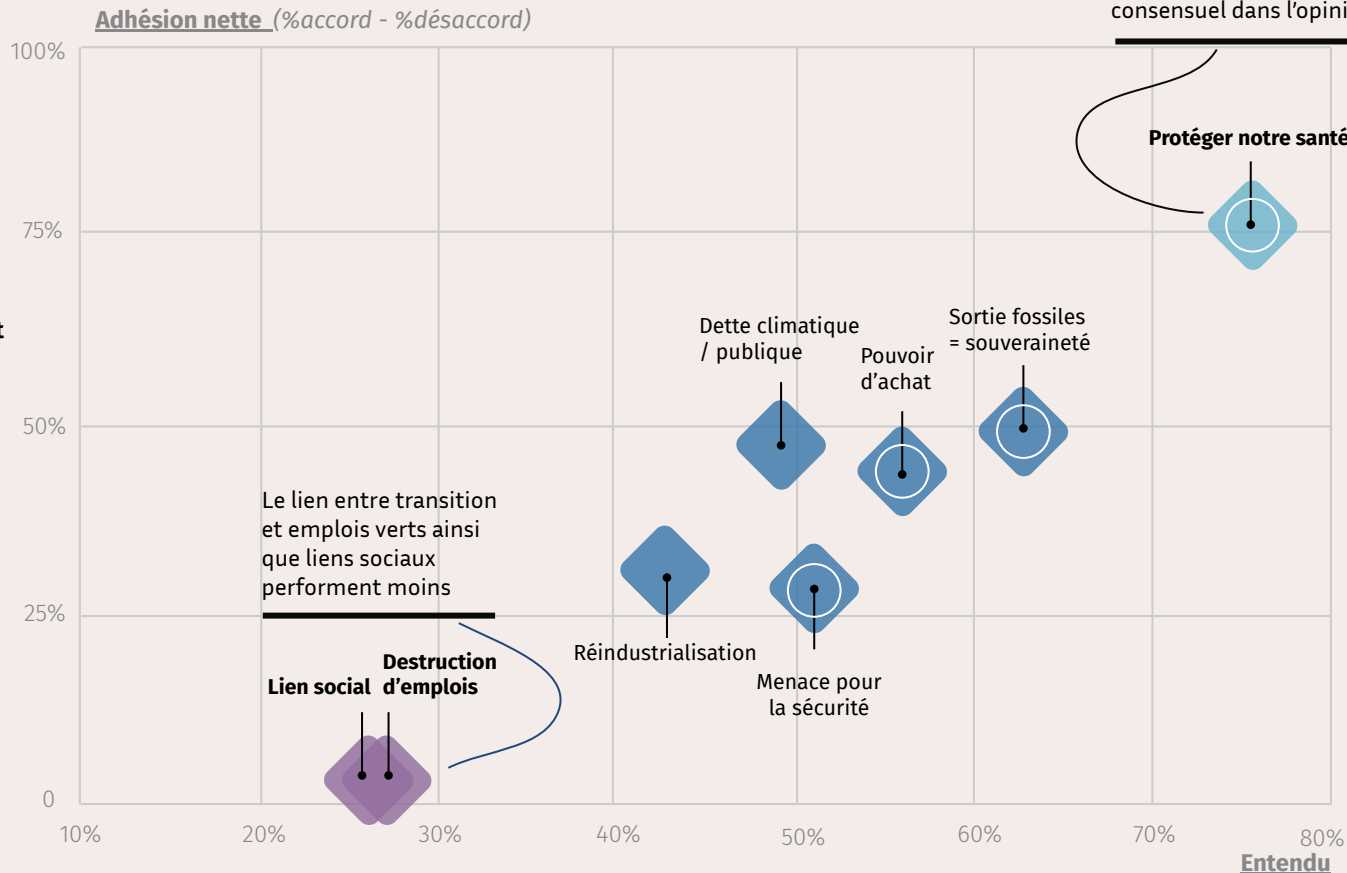
(reach : 27% ; adhésion nette : 5%)

La transition écologique va renforcer les liens entre les gens, en développant des initiatives locales au niveau des territoires.

→ Destruction d'emplois

(reach : 27% ; adhésion nette : 4%)

Si on revient en arrière, des milliers d'emplois seront menacés en France, dans les éoliennes, la voiture électrique ou la rénovation.



Des narratifs de co-bénéfices qui fonctionnent

5 autres narratifs présentent un bon niveau de diffusion et d'adhésion, avec une marge de progression.

→ Sortie fossiles = souveraineté

(reach : 62% ; adhésion nette : 49%)

Remplacer les énergies fossiles comme le pétrole, c'est sortir de la dépendance aux pays qui nous en vendent comme la Russie, le Qatar ou les US. Cela rend la France plus souveraine.

→ Pouvoir d'achat

(reach : 56% ; adhésion nette : 45%)

Agir pour le climat, c'est aussi protéger notre pouvoir d'achat à long terme, par exemple en réduisant nos factures d'énergie.

→ Dette climatique / publique

(reach : 49% ; adhésion nette : 48%)

Laisser filer la dette climatique, c'est comme laisser filer la dette publique : plus on attend, plus la facture sera lourde pour les générations futures.

→ Menace pour notre sécurité

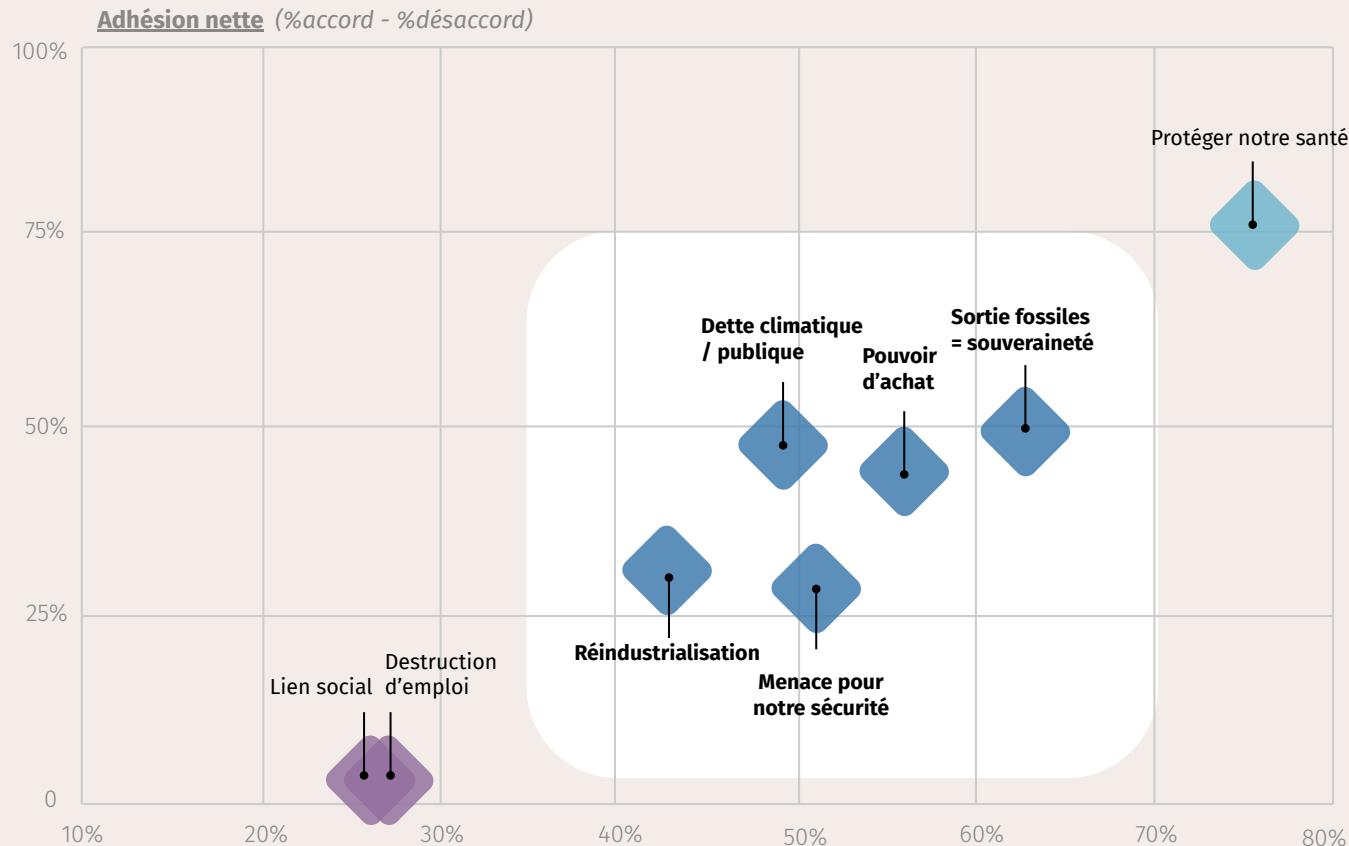
(reach : 51% ; adhésion nette : 30%)

Le dérèglement climatique menace notre sécurité : il provoque des tensions, des guerres et des migrations dans le monde.

→ Réindustrialisation

(reach : 42% ; adhésion nette : 32%)

La transition écologique est une chance pour réindustrialiser la France et créer des emplois durables, non délocalisables.





Synthèse : ce qu'il faut retenir de
cette étude et du contexte de 2026
pour la transition écologique

Une transition écologique en voie de normalisation

La transition écologique a atteint un haut niveau d'acceptation, peu de Français souhaitent moins d'actions sur ce sujet.

8%

des Français estiment que le gouvernement "en fait trop" pour le climat et l'environnement.



Dans un contexte électoral, supprimer les mesures environnementales existantes fait perdre des voix.



1 Français sur 4 juge que son parti préféré ne prend pas assez en compte le climat. (Et 1/3 au PS, Renaissance, LR)

La majorité des Français côtoient des citoyens ayant des pratiques écologiques. Les normes sociales évoluent ; la familiarité avec celles-ci s'installe.

Part des Français connaissant au moins une personne qui :

A UNE VOITURE ÉLECTRIQUE (68%)

A FAIT LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DE SON LOGEMENT (67%)

A DES PANNEAUX SOLAIRES (62%)



La protection de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie sont deux aspects incontournables de la transition.

60% des Français jugent ces deux enjeux très importants.

84% chez les individus priorisant l'environnement

53% chez ceux qui ne priorisent pas l'environnement

Une étude* du RAC a montré que les mesures de transition, très soutenues, sont parfois plus perçues comme de l'amélioration du quotidien plus que de l'écologie.

Alors qu'au niveau national l'écologie fait l'objet de tensions politiques, elle s'impose naturellement au niveau local et est transpartisane.

Plusieurs études menées dans le cadre des municipales donnent à voir ce constat.

Résultats de la Grande consultation du Shift Project - février 2026

70%

des élus municipaux mettent l'environnement dans leur top 3 des enjeux prioritaires pour le prochain mandat.

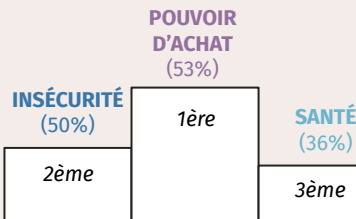
90%

estiment avoir pris en compte la transition énergétique pendant leur mandat.

La santé comme pierre angulaire de la transition

La santé est une préoccupation majeure.

36% des Français la mettent dans leurs enjeux prioritaires pour le pays (vs. 24% pour l'environnement)



Le lien entre santé et transition écologique est évident.

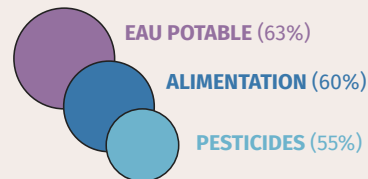
C'est le narratif de co-bénéfice qui performe le mieux : fortes pénétration et adhésion.

76% des Français ont déjà entendu que "protéger l'environnement, c'est aussi protéger notre santé"

et l'adhésion nette à ce narratif est de 75%

Les pollutions du quotidien inquiètent fortement.

La majorité des Français se déclare "très inquiet" quant aux différentes pollutions :



Dans un contexte de scandales sanitaires à répétition (PFAS, cadmium, algues vertes...), le soutien aux politiques publiques en faveur du bio et contre les pesticides ne faiblit pas.

Ce sont les rares politiques publiques à ne pas baisser dans l'opinion publique.

Le soutien reste majoritaire dans tous les électors. Les clivages autour de ces questions sont donc l'affaire des représentants politiques et non des citoyens.

84%

jugent souhaitable de
Réduire de 50% le recours aux
pesticides et de 20% l'usage
d'engrais chimique d'ici 2035
Min : 76% RN - Max : 93% NFP

71%

jugent souhaitable de
Tripler la surface d'exploitation
en agriculture biologique d'ici
2030
Min : 62% RN - Max : 86% NFP

Soutenir l'agriculture sans pesticides fait gagner des voix aux élections.

**+15
points**

Soutenir une agriculture
locale et/ou écologique
sans pesticide fait gagner
15 points par rapport à
une agriculture
productiviste utilisant
engrais et pesticides.

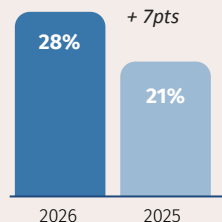
L'autonomie du pays comme horizon désirable

L'autonomie, une valeur clé au niveau personnel...

S'en sortir par soi-même, première source de fierté des Français, devant leur nationalité ou leur travail.

84% des Français se disent fiers de "s'en sortir par leurs propres moyens", dont 43% très fiers.

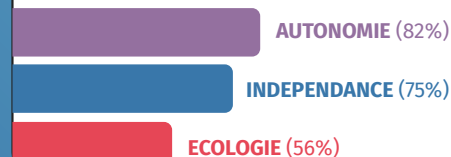
...qui trouve tout son sens au niveau collectif dans un contexte géopolitique qui inquiète.



Les tensions internationales grimpent dans les préoccupations : +7pts en un an, soit la plus forte progression.

Autonomie et indépendance, des mots particulièrement positifs.

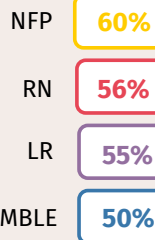
Des mots qui sont d'ailleurs plus connotés positivement que le terme "écologie".



(% de Français qui connotent positivement ces mots)

Produire localement, un idéal commun.

La part de Français qui souhaiteraient fortement vivre dans une société dont "une part importante de ce qui est consommé est produite localement par de petites entreprises" est majoritaire.



Et ce, dans tous les électorats.

Des co-bénéfices qui fonctionnent bien et/ou à amplifier.

62% des Français ont déjà entendu l'idée que "Remplacer les énergies fossiles comme le pétrole, c'est sortir de la dépendance aux pays qui nous en vendent comme la Russie ou les US. Cela rend la France plus souveraine.

et l'adhésion nette à ce narratif est de 49%

42% ont déjà entendu l'idée que la transition est une chance pour l'emploi en réindustrialisant la France.

L'autonomie et l'indépendance du pays permettent d'aborder différentes échelles (local, national, Europe) ainsi que de nombreux domaines (industrie, agriculture, numérique, énergie..) qui sont au coeur de l'actualité.

Le contexte difficile de 2026 offre l'opportunité pour la transition écologique de se renouveler.

D'une transition qui s'impose à tous pour lutter contre le changement climatique qui met en péril l'avenir.

Un discours qui a montré ses limites (lointain, peu concret, technique, non prioritaire par rapport aux enjeux du quotidien).



A une transition qui apporte des solutions concrètes aux inquiétudes et crises actuelles.

Un discours centré sur les actions concrètes, le vécu et leur impact sur la vie des Français.

D'une écologie qui dénonce les habitudes et modes de vie polluants.

Une stigmatisation des comportements individuels sur un registre moralisateur qui génère des crispations dans la société et fait fi des inégalités face aux changements demandés.



A une écologie qui unit les citoyens pour réclamer des changements aux décideurs politiques et économiques.

Un discours qui met le changement collectif au centre, avec un travail de fond pour faire percer cette vision car 57% des Français ne savent pas ce que les responsables politiques peuvent faire à leur échelle.

Envie d'en discuter ?
N'hésitez pas à nous
contacter.



Amélie Deloffre
Cofondatrice
amelie@parlonsclimat.org



Lucas Francou Damesin
Cofondateur
lucas@parlonsclimat.org